# ISRAËL/PALESTINE

Le 14-10-2023

Télécharger ou imprimer au format PDF

Face aux crimes de guerre et à l'inhumanité, c'est la paix qui doit l'emporter

Image

L'histoire ne se répète pas, mais pour autant une situation non réglée entraîne toujours au fil du temps des conséquences plus aiguës et plus violentes. Voilà la première constatation qui saute aux yeux après les massacres perpétrés par le Hamas suivis de l'attaque militaire d'Israël contre la population de Gaza où 2 millions de Palestiniens vivent dans des conditions extrêmement difficiles depuis des années. Mais, comme d'habitude, les médias dominants s'évertuent à ne voir que le résultat et non les causes.

Face à une telle situation, un mouvement politique ne doit pas trembler et ne pas faire passer l'enjeu électoraliste ou la tactique politicienne avant la condamnation de massacres de civils.
Soyons clairs : en ce qui concerne l'attaque du Hamas celle-ci est horrible et nous la condamnons sans ambiguïté. Mais le Pardem ne saurait s'arrêter là où beaucoup, dans leurs déclarations verbales, écrites ou leurs attitudes le font.
Loin des poncifs habituels : alignement total, aveugle et inconditionnel sur la politique israélienne et à l'opposé non dénonciation d'actes barbares perpétrés par un mouvement fondamentaliste, nous devons apporter un éclairage plus enclin à approfondir les raisons historiques et actuelles qui ont généré ce nouveau massacre d'innocents dont la mémoire s'inscrira dans les têtes pour longtemps.

Afin d'essayer de comprendre, et pour sortir du cercle vicieux, il nous faut donc impérativement revenir sur le fond de la « question » israélo-palestinienne. Contrairement à tous les obscurantistes des deux bords, nous évacuerons volontairement la question biblique de cette affaire. Car ceux qui se servent de cet alibi le font soit pour justifier leur volonté première d'annexer un territoire, soit pour nier la reconnaissance d'Israël.
Nous partirons donc d'une période plus récente mais qui date tout de même de la fin du XIX$^{e}$, début du XX$^{e}$ siècle avec la colonisation de l'empire ottoman.
À la fin de la première Guerre mondiale (1914/1918), les deux grandes puissances coloniales, France et Grande-Bretagne, voient l'opportunité de satisfaire leurs ambitions et décident de se répartir le gâteau de ce qui reste de l'empire ottoman dont, entre autres, ce qu'il est coutume d'appeler la Palestine historique, via les accords Sykes-Picot,
Survient ensuite la déclaration Balfour, du nom du secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères qui, le 2 novembre 1917, envoie une lettre aux représentants de la communauté juive dans laquelle le Royaume-Uni se déclare en faveur de l'établissement en Palestine d'un foyer national juif. Cette déclaration constitue une des premières étapes dans la création de l'État d'Israël.
Pendant le mandat britannique sur ce territoire de 1920 à 1948, les Arabes s'opposent à cette création et de nombreuses émeutes et massacres de Palestiniens ont lieu entre 1936 et 1939.
En Europe, les pogroms ne cesseront pas pour autant et nous arrivons quelques décennies plus tard à l'indicible avec la montée puis l'arrivée au pouvoir du fascisme et du nazisme grandement favorisés par la grande bourgeoisie et les classes dominantes de l'époque.
Le génocide des Juifs d'Europe, et non pas du peuple juif qui n'existe pas en tant que tel, avec ses 5 à 6 millions de morts (soit 3/5e), mais aussi d'autres catégories de population considérées comme « nuisibles » : les Tziganes, les Slaves, ou les « dégénérés » c'est-à-dire les malades mentaux et les handicapés physiques, sans omettre ceux qui furent les premiers opposants politiques, très souvent communistes seront déportés, torturés, assassinés méthodiquement.

À l'issue de la défaite allemande, la communauté internationale, via l'Organisation des Nations

Unies (ONU), adoptera un plan de partage de la Palestine historique le 29 novembre 1947 par la résolution 181. 56,47 % de la Palestine sera attribué à un État juif et 43,53 % à un État arabe, la ville de Jérusalem étant, quant à elle, placée sous statut international.

Image

Image

Disons le clairement, en voulant peut-être régler un problème humain, ceux qui ont alors élaboré ce partage ont allumé la mèche lente de la dynamite. Il suffit de regarder la carte de ce partage pour comprendre qu'à terme cette répartition géographique était non seulement disproportionnée en faveur du futur État israélien mais surtout inacceptable pour les Palestiniens à qui l'on faisait payer très cher un génocide dont ils n'étaient en rien comptables, ni coupables.

Toutefois, ce plan de partage léonin aurait pu permettre une cohabitation des deux États sur leurs territoires respectifs. Mais, dès le 14 mai 1948, les milices armées juives de l'Irgoun et Lehi prennent le contrôle de 77 % du territoire de la Palestine. Pour les Palestiniens, cette date marque la "Nakba" (catastrophe), un exode forcé qui annonce le déplacement de plusieurs centaines de milliers de Palestiniens et leur dépossession.
L'occupation illégale succède donc à un plan de partage défini par la communauté internationale. Par cet acte les Israéliens s'engagent volontairement dans une démarche de colonisation, dont ils ne sont pas les inventeurs !

La guerre des Six Jours, en juin 1967, provoque un nouvel exode palestinien. Les mouvements de populations ont débouché sur le problème des réfugiés palestiniens, qui sont près de 5 millions aujourd'hui. Israël comprend aussi une minorité d'environ 2 millions d'Arabes israéliens, qui sont des citoyens de seconde zone.
Israël vainqueur du conflit avec les pays arabes conquiert la Cisjordanie, la bande de Gaza, le Golan, la péninsule du Sinaï et Jérusalem-Est et annexe le plateau du Gola Syrien, réservoir d'eau du secteur.

Image

Image

En 1973, lors de la guerre du Kipour, les troupes égyptiennes et syriennes attaquent Israël et subissent une défaite. L'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), est alors reconnue comme seule représentante du peuple palestinien avec Yasser Arafat à sa tête.
La colonisation illégale des territoires palestiniens se poursuit et, en 1987, la révolte du peuple palestinien (1ère intifada) verra la création du Hamas.

Les pourparlers de paix déboucheront enfin en 1993, sur les accords d'Oslo, signés par Yasser Arafat, chef de l'OLP, et Yitzhak Rabin, Premier ministre israélien. Ils prévoient la création d'un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza pour 1998. Yasser Arafat reconnaît le droit d'Israël à vivre en paix et en sécurité et Yitzhak Rabin reconnaît l'OLP en tant que « représentant légitime du peuple palestinien ».
L'Autorité palestinienne est mise en place. Les accords d'Oslo prévoient la répartition de la Cisjordanie et de Gaza, en zones A, B et C, soumises chacune à une autorité différente. Tout le monde pensera alors voir enfin le bout du tunnel. Israël cependant ne respectera jamais ces accords.
En 2000, une nouvelle révolte du peuple palestinien, la 2$^{e}$ intifada, se produit, à laquelle Israël répondra en installant le mur qui entoure toute la Cisjordanie et en procédant à l'enfermement de Gaza.
Autre raison de fond qui a des conséquences majeures : les colons intégristes présents en Cisjordanie bénéficient du soutien du gouvernement israélien et sont protégés en permanence par l'armée. Ils sont tous installés sur des territoires d'où les Palestiniens ont été chassés, colonies illégales au regard du droit international. Ces familles de colons constituent la frange la plus radicale et raciste et sont les plus aidées financièrement par l'argent public. C'est en partie pour protéger ces ultra radicaux que la surveillance armée de Gaza a été allégée. Il faudra bien que la société israélienne se pose enfin et rapidement la question de la nocivité de ces implantations.

Pour faire court, nous arrivons donc à la situation actuelle où nos éminents éditorialistes oublient un « détail ». Le Hamas s'est développé grâce à deux paramètres :

- Israël a soutenu le Hamas pensant ainsi affaiblir l'OLP pour mieux poursuivre sa politique de colonisation,
- Le Hamas a pu gagner les élections législatives de 2007 à Gaza en raison de l'exaspération de la population enfermée, vivant dans des conditions matérielles terribles imposées par Israël.

Lorsque le ministre israélien de la défense parle "d'animaux" pour qualifier le Hamas, il occulte que c'est bien Israël et sa politique d'annexion qui ont nourri "ces animaux" jusqu'à leur maturité !
Dans le même registre, pourquoi si peu de commentateurs et d'analystes osent dire que le Qatar qui finance le Hamas sert aussi de carnet de chèque au gouvernement israélien, avec son accord, pour financer la survie quotidienne de la population de Gaza alors que celle-ci devrait être assurée par la puissance qui les enferme !

Le Pardem ne donne pas un blanc seing à ce mouvement fondamentaliste, le Hamas, qui aujourd'hui, en remplaçant l'autorité palestinienne à Gaza, capitalise sur le social tout en mettant en place « l'ordre » religieux comme le font les mollahs en Iran. Aujourd'hui, s'il est vrai que des femmes palestiniennes de Gaza servent le Hamas dans sa politique de défense du peuple gazaoui, au nom de la défense de celui-ci, il est certain que demain, si la paix advenait, le Hamas reléguerait les femmes de Gaza à un rang de seconde zone, comme en Iran.
Mais, malheureusement, les gouvernements d'extrême droite israéliens qui se succèdent tout comme

une majorité d'Israéliens, continuent de faire l'amalgame entre le Hamas et le peuple palestinien. Il serait particulièrement dramatique que la France et d'autres pays occidentaux empruntent cette voie. Et cela est à craindre.

En outre, il serait incomplet dans cette faillite humanitaire et politique de ne pas aborder la situation palestinienne.
Depuis maintenant presque deux décennies, l'Autorité palestinienne, dirigée par Mahmoud Abbas, s'avère être un bateau qui prend l'eau de toutes parts.
Corruption et absence totale de démocratie qualifient sa dérive. En matière de démocratie, la suppression des élections depuis 2009 en Palestine (Cisjordanie et Gaza) et la corruption gangrènent les rangs de l'autorité palestinienne et notamment du Fatha (principal mouvement politique).
Résultat : en 2023, l'Autorité palestinienne (AP) est vomie par le peuple palestinien tant à Gaza qu'en Cisjordanie. D'autant que pour beaucoup de Palestiniens, l'AP est considérée comme collaborationniste avec Israël, notamment par l'action que mène sa police qui sert en fait à protéger le territoire israélien en Cisjordanie.
Existe-t-il une possibilité que l'Autorité Palestienne redevienne crédible comme partie prenante d'une négociation ? Actuellement non car elle s'avère totalement inefficace sur ce sujet. Demain peut-être, si Marwan Barghouti était libéré, si le gouvernement israélien en avait le courage, alors le peuple palestinien pourrait-il retrouver une voix qu'il a perdue dans la diplomatie internationale et pourrait s'acheminer vers un processus de paix. Deux États ou un État multinational, le peuple palestinien est assez mature pour décider et son choix devra être respecté.

En conclusion : le constat est dramatique en terme de vies humaines des deux côtés et il faut impérativement que cela cesse. Il est grand temps que les voix de la paix se fassent entendre internationalement et pèsent beaucoup plus.
Oui, il est nécessaire que le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies (ONU), seul organisme international légitime pour régler un conflit, soit revue de fond en comble afin de ne pas laisser aux États-Unis toute latitude pour réguler l'ordre mondial.
Oui, il est grand temps que la "communauté internationale" impose à Israël de respecter le droit international et les nombreuses résolutions de l'ONU concernant Israël et la Palestine. Plus les États-Unis et leurs affidés néolibéraux poursuivront leur soutien aveugle et illégal de la politique coloniale et d'apartheid israélienne, moins le chemin de la paix sera accessible. Dénoncer la colonisation israélienne n'a rien à voir avec de l'antisémitisme, là comme ailleurs c'est simplement demander l'application du droit international.
Ceux des deux peuples palestinien et israélien qui n'aspirent qu'à vivre en paix doivent être soutenus et pas raillés,  vilipendés ou invisibilisés.

Oui, il est grand temps qu'un chemin vers la paix soit emprunté, avec courage et efficacité, par les pays occidentaux, totalement défaillants jusqu'alors à agir en faveur d'une issue positive pour le devenir de ces deux peuples. La France devrait porter un message politique clair et engager une action diplomatique intense pour peser fortement en faveur d'une paix juste et durable.
Oui, il est grand temps d'arrêter la prolifération des armes dans le monde. La France est concernée au premier plan par la vente d'armes. Tout conflit doit générer des négociations, seule porte ouverte vers une issue la moins dramatique et la plus équitable possible .
Oui, pour Macron et son gouvernement, il serait grand temps de revêtir le costume de la paix, le seul qui ne leur serait pas trop grand, au lieu d'abreuver le peuple français de poncifs éculés sur notre capacité à sauver les otages des mains du Hamas (entre autres) et de blablater sur le droit international sans mettre en place une diplomatie véritablement axée sur cet objectif.

Pour le PARDEM, ici comme ailleurs, Paix, Citoyenneté, Souveraineté et droit à l'autodétermination des peuples devraient constituer les pierres angulaires de toute action, de toute politique étrangère et nationale.
Nous en sommes loin, très loin.

Image

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire